

Colloque international « *Les expérimentations démocratiques  
aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques* »

**GIS** « Participation du public, décision, démocratie participative »

26, 27 et 28 janvier 2017

MSH Paris Nord à Saint-Denis

Atelier : « Cultiver les alternatives : économie, gratuité, droits collectifs »

***La production collective des droits : Réflexions ethnographiques sur  
les pratiques politiques des expériences de l' « économie populaire »  
dans la région métropolitaine de Buenos Aires***

**Dolores Señorans**

Doctorante en Anthropologie

ICA-FFYL-UBA / EHESS-IIAC-TRAM

dolisenorans@gmail.com

## I.

Cette présentation s'appuie sur les résultats de ma recherche doctorale concernant les pratiques de militantisme et d'organisation collective de la vie et du travail de ce qu'on appelle l'« économie populaire », dans la région métropolitaine de Buenos Aires, Argentine. Cette recherche s'inscrit dans un projet de recherche plus large développé par l'équipe - dirigée par María Inés Fernández Álvarez - dont je fais partie en Argentine et qui propose une étude ethnographique des pratiques collectives des secteurs subalternes orientés vers la production de biens, de services et de soins ; et la dynamique de sa relation avec les divers modes de gouvernement. Pour cela nous avons travaillé avec des organisations sociales gérant des pratiques collectives du travail<sup>1</sup>. Plus largement, cette recherche propose de contribuer à la connaissance des moyens par lesquels les secteurs subalternes élaborent collectivement des pratiques créatives de production et de reproduction de la vie dans le cadre d'un processus plus larges de construction d'hégémonies.

La catégorie « économie populaire » a une forte connotation politique en Argentine. Il s'agit d'une catégorie de revendication encouragée par un ensemble d'organisations – dont plusieurs ont une longue trajectoire de lutte contre les politiques néolibérales des années 90 – qui, ces dernières années, se sont tournées vers le développement d'expériences de production, de commercialisation et de travail avec des secteurs populaires. Cette façon de faire de la politique, mais sans doute également la constitution de l'économie populaire comme champ de réflexion et de militantisme sont à entendre dans le cadre d'une forme particulière d'intervention de l'État qui s'est développée, en Argentine, depuis 2003. C'est-à-dire une série de politiques publiques orientées vers l'« inclusion sociale » par le biais de la création de coopératives de travail et de la formalisation du travail indépendant ou familial.

Plutôt que de soulager la pauvreté, entendue comme un état temporelle -comme le faisait les politiques des années 90'-, ces politiques visaient à générer de « l'emploi authentique » dans ce que l'État et le monde académique ont défini comme l'« économie sociale » (Hintze, 2007; Danani, 2012; Grassi, 2012). Dans ce contexte et comme l'a souligné María Inés Fernández Álvarez (2010), pour ces organisations « créer des coopératives » et « présenter des projets » contribuaient à façonner une manière de faire de la politique pour laquelle les langages liés au travail étaient essentiels pour légitimer des revendications ou pour réclamer des ressources de l'État<sup>2</sup>.

En 2011 ces organisations ont créé la Confédération des travailleurs de l'économie populaire (CTEP). Il s'agit là d'un « Syndicat » représentant ceux qui, « exclus » du marché du travail (formelle), avaient du « inventer leur propre travail pour survivre », c'est-à-dire qu'il représente les travailleurs : des usines récupérées, des coopératives de « cartoneros »<sup>3</sup>, des

<sup>1</sup> Project PICT 2015- 0659 “Prácticas políticas colectivas, modos de gobierno y vida cotidiana: etnografía de la producción de bienes, servicios y cuidados en sectores subalternos” 2016-2019. Agence National de Promotion Scientifique et Technologique. Directrice: María Inés Fernández Álvarez.

<sup>2</sup> Pour dimensionner ce processus, entre 2003 y 2012 se sont registrées 13.814 coopératives de travail dont 11400 ont été créés par des politiques publiques et 205 ont été des usines récupérés (Acosta, Levin y Verbeke 2013).

<sup>3</sup> « Cartonero » est le mot revendiqué para les gens qui vivent de la récupération, du recyclage, et de la revalorisation des déchets.

marchés populaires, des coopératives créées par des organisations ou des mouvements sociaux et des coopératives formées dans le cadre de programmes de l'État et ceux qui travaillent comme vendeurs ambulants. La catégorie d'« économie populaire » cherche à englober un ensemble hétérogène de travailleurs non-salariés en soulignant que sa production fait partie des chaînes de valeur de l'économie « réelle », même quand ses membres sont exclus des systèmes de protection sociale. En ce sens, le CTEP créait une revendication de droits (du travail) pour les travailleurs de l'économie populaire en tant que « secteur » de la classe ouvrière sans possibilités d'accès à un emploi stable et salarié. Sa construction politique remettait donc en question le fait que le travail salarié soit la condition de l'accès à tous les droits dans un contexte dans lequel cette forme d'emploi n'était pas la norme<sup>4</sup>.

Loin d'être une particularité du contexte argentin, de nombreux auteurs soulignent que la précarité et l'emploi « instable » constituent des conditions partagées reliant les destins des masses croissantes de travailleurs partout dans le monde (Neilson et Rossiter, 2008; Comaroff et Comaroff 2012; Munck, 2013). En Europe et aux Etats-Unis, par exemple, l'expérience de la précarité a été dénoncée et est devenue l'objet de problématisation par différents processus d'organisation qui réunissent des étudiants sans emploi, des migrants sans papiers, des militants de la tradition autonomiste, et même certains secteurs du syndicalisme. Ainsi, depuis le début des années 2000, des actions de protestation comme Euromayday, le mouvement Occupy ou 15-M ont fait de la précarité une bannière, dénonçant l'incapacité du système économique à garantir l'emploi, le bien-être et les perspectives d'avenir pour le plus grand nombre. (Neilson et Rossiter, 2005).

Ces mouvements et revendications entraînent en résonance avec les débats académiques préalables sur les changements dans le mode d'accumulation capitaliste et des régimes de travail dans l'ère postfordiste (Harvey, 1998 ; Hardt et Negri, 2002, 2005; Lazzarato, 2004). Dans ces débats, le problème de la subjectivité et des affects occupait une place centrale. Alors que certains auteurs signalaient les façons dont le « travail affectif » (*affective labour*) était devenu l'une des formes de travail produisant une plus grande valeur du point de vue du capital (Hardt, 1999), d'autres examinaient la manière dont les changements introduits par le néolibéralisme - comme la configuration d'un affect postfordiste (*postfordist affect*) – influaient sur la production des subjectivités (Molé, 2010 ; Muelebach, 2012). Ainsi, certains soulignaient que le fordisme n'était pas seulement un modèle d'accumulation qui dominait au vingtième siècle, mais aussi une force affective dont l'influence s'était étendue plus loin en termes de temps et d'espaces (Muelebach et Shoshan, 2012). D'autres la caractérisaient comme la « nostalgie d'une sécurité imaginée que l'on

---

<sup>4</sup> Le rapport du Barómetro de la Deuda Social de la Universidad Católica a montré qu'en 2015, 52,5% des personnes actives étaient en situation d'emploi précaire ou de sous-emploi instable, c'est à dire, que au moins l'un des droits au travail n'était pas respecté. Ce type d'emploi « de basse qualité » avait une incidence plus élevée – 82,2%- au sein du secteur micro-informel de l'économie. En outre, ce rapport a déterminé qu'en 2015 trois millions de personnes -15,6% de la population économiquement active- dépendaient pour survivre de « changas » - formes d'emploi informelles et instables-, des activités de bas productivité ou de programmes de l'État (Barómetro de la Deuda Social, 2016).

n'a jamais eue » et qui limitait les possibilités d'améliorer la vie dans le présent (Berlant, 2007 :292).

En ce sens, en anthropologie, la notion de précarité se configurait comme une catégorie analytique permettant de conceptualiser de manière articulée l'expérience des conditions et des régimes de travail comme des aspects liés à la subjectivité, l'affectivité, la socialité et le désir (Millar, 2014). Ces ouvrages nous permettent de penser cette expérience en dépassant les points de vue qui la décrivent comme une pénurie matérielle ou une carence d'emploi (Das et Randeria, 2015; Denning, 2011) pour analyser, au contraire, la façon dont ces populations développent d'une façon créative des stratégies de subsistance, des revendications et des formes d'organisation politique (Nartozky et Besnier, 2015; Das et Randeria, 2015; Ferguson, 2015; D L'Estoile, 2015) leur permettant d'élargir l'horizon de leurs possibilités de vie (Fernández Alvarez, 2015).

Sur la base de ces réflexions, dans ce travail je voudrais analyser deux processus spécifiques d'organisation collective ayant cherché à politiser des expériences de précarité en Argentine. Je ferai référence aux résultats d'un travail de terrain mené entre mai 2013 et octobre 2016 avec deux organisations qui font partie de la CTEP. Tout d'abord, je parlerai de l'organisation sociale et politique « Los Pibes », une organisation « territoriale » du quartier de La Boca, dans la ville de Buenos Aires, gérant plusieurs coopératives ou « emprendimientos » de l'économie populaire, c'est à dire, des projets de production et de travail avec ses membres: une radio communautaire, un marché populaire et une coopérative de logement. Ensuite, je ferai référence à une coopérative de production textile située dans une municipalité de la région sud de la Province de Buenos Aires. Cette coopérative appartient à un mouvement qui rassemble des « cartoneros », « carreros », agriculteurs, travailleurs textiles et travailleurs de programmes sociaux<sup>5</sup>.

En m'appuyant sur la notion de « faire ensemble » (*hacer juntos*) proposée par M. I Fernández Álvarez (2015) je chercherai à montrer le travail politique et pédagogique mis en œuvre pour construire le « commun », une démarche qui dans les deux organisations s'appuie sur des valeurs associées au travail et à la lutte pour des « droits ». Ce travail exige le contournement des contraintes portées par l'État par le biais des politiques publiques, et vise aussi à transformer des manières d'agir intériorisées par les sujets. Je soutiens que dans ces processus de militantisme et d'organisation, la production de l'espace urbain est indissociable de la production des subjectivités politiques individuelles et collectives

## II.

Le samedi 22 mars 2014 le Paseo de la Economía Popular Martín Oso Cisneros (el Paseo) était inauguré. Quelques mois auparavant, en janvier plus précisément, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner avait lancé un programme ayant pour ambition de freiner la hausse de l'inflation : le programme « Precios Cuidados ». La hausse vertigineuse des prix des

---

<sup>5</sup> Dans le premier cas, le nom de l'organisation est réel, en accord avec ce qu'on a décidé ensemble, mais j'ai changé les noms des personnes pour respecter leur anonymat. Dans le deuxième cas, j'ai décidé de changer le nom du mouvement, ainsi que les noms des quartiers et des personnes car, en revanche, avec cette groupe je n'ai pas encore établi un accord spécifique sur ce sujet.

produits de première nécessité faisait alors l'objet d'une préoccupation croissante et d'intenses débats. Dans ce contexte, plusieurs organisations créaient des foires et des marchés visant à offrir des « prix justes et populaires » et à raccourcir ainsi les chaînes d'intermédiation caractéristiques des circuits de commercialisation hégémoniques. L'organisation *Los Pibes* allait également lancer sa propre initiative en proposant une organisation alternative de commercialisation et de consommation de nourriture.

Le choix de la date de lancement n'était pas anodin puisqu'il s'agissait du jour de l'anniversaire de Martin Oso Cisneros, militant de l'organisation qui, 10 ans auparavant avait été assassiné chez lui, dans le quartier, par un trafiquant de drogue. La date conférait donc un caractère très spécial à la journée et de nombreuses organisations « amies » étaient présentes. Certaines étaient des organisations de l'économie populaire appartenant au CTEP mais, ce jour-là, d'autres organisations politiques et d'autres groupes culturels avec lesquels ils partageaient au quotidien le militantisme dans le quartier étaient également présents.

Dans l'après-midi, le coordinateur de l'organisation prit le micro de la radio libre pour partager une réflexion sur la signification politique de l'initiative :

-Martin el Oso Cisneros est ici parmi nous. Martin est l'un de ceux qui ont revendiqué la possibilité de construire un autre monde possible grâce à la lutte. La meilleure façon de lui rendre hommage est de l'imiter avec la mise en place d'initiative comme celle-ci, d'imiter son engagement, son patriotisme dans la construction d'un pays libre et d'un peuple heureux. On dit donc : joyeux anniversaire Oso, nous sommes là, brandissant tes drapeaux et engagés dans la lutte pour tous les droits que nous méritons en tant que peuple!

Puis il décrivit l'inauguration du marché comme une forme de « lutte », ou plutôt comme une « partie du processus de lutte de notre peuple ». Cette dernière démontrait qu'ils étaient « déterminés à ne pas s'en tenir à la victoire remportées dans la lutte des années 90. En fait, à plusieurs reprises les concepts de « conquête » et de « lutte » étaient utilisés afin de synthétiser l'histoire de l'organisation et son « évolution » - expression avec une forte connotation positive – résultant des efforts quotidiens de ses membres. Ainsi, la naissance de l'organisation *Los Pibes* au milieu des années 90, sous la forme d'une cantine pour enfants (« comedor infantil »<sup>6</sup>) était-elle narrée comme une « lutte contre la faim » et pour répondre à un besoin « urgent » : nourrir leurs familles. Plus tard, ils s'organisaient pour faire face à d'autres problèmes comme celui du logement et celui du chômage en générant leurs premiers « emprendimientos » productifs (boulangerie, sérigraphie, atelier textile). Un après-midi, lors d'une discussion dans les locaux de la radio un militant m'a expliqué : « chaque fois que nous avons eu une difficulté dans la vie de l'organisation, on a essayé d'y répondre avec davantage d'organisation, en luttant davantage, convaincus qu'aucune difficulté n'est insurmontable pourvu qu'on y fasse face d'une façon organisée et avec la volonté de se battre ».

---

<sup>6</sup> Les « comedores infantiles » sont des endroits où l'on distribue de la nourriture aux enfants et à leurs familles. Ce type d'organisation social était très commun pendant les années 90' (Herzer *et al*, 2005).

Cet après-midi là le Paseo ouvrait ses portes sur un terrain adjacent à une autre conquête qui faisait la fierté de l'organisation : la coopérative de logement Los Pibes (COVILPI). Il s'agissait là de 33 appartements construits en autogestion et fruit de 10 années de combat menés par les familles de l'organisation. Mariano, coordinateur du Paseo, expliquait que lorsqu'ils avaient décidé de lancer le Paseo, un an avant la finalisation de la COVILPI, l'intention était de « soutenir le processus organisationnel » pour éviter que « les familles ne se replient chez elles » une fois leur problème individuel d'accès au logement résolu. « La lutte ne s'arrête pas quand on a pu mettre un bon carrelage sur le sol de notre maison » déclarait le coordinateur de l'organisation lors d'une assemblée de 2014. C'était un sujet récurrent à l'époque qu'il décrivait alors comme des « quilombos » (de graves problèmes) internes. « On parle de logements sociaux et certains de mes collègues veulent avoir *leur* propre appartement », expliquait-il en insistant sur le « leur ». La mise en place du marché leur permettait donc de réintroduire une dynamique collective dans un projet qui touchait à sa fin.

En outre, le combat était mis en relation, au quotidien, avec un lieu et une façon de le mener : la rue. Les membres de l'organisation rappelaient avec fierté et nostalgie de nombreuses actions dans la rue qui leur avaient permis d'obtenir de nombreuses victoires en terme de droits au logement, mais aussi des ressources pour le développement des « emprendimientos ». Celle qui se détachait était un « piquete » (manifestation qui consiste à couper une rue) qui avait eu lieu au carrefour appelé « 5 esquinas » le 19 décembre 2001 et les soupes populaires sur le pont de Avellaneda après lesquelles ils avaient réussi, vers la fin des années 1990, à faire déclarer l'état d'urgence dans le quartier. « Lorsque nous voulons quelque chose, on lutte dans la rue » avait dit Amelia dans une assemblée ultérieure aux élections présidentielles de 2015. Elle souhaitait expliquer qu'elle n'avait pas peur du résultat de l'élection, contrairement à ses filles et à ses sœurs qui l'avaient appelée, très inquiètes pour leur avenir, suite à la victoire électorale du candidat de droite, Mauricio Macri.

Le Paseo a également été défini comme une façon d'« occuper les rues », de contester l'organisation territoriale du quartier et de lutter contre l'avancée des projets immobiliers. La zone du quartier dans laquelle se trouvent la COVILPI et ce marché est communément reconnue comme « dangereuse ». Organiser le marché dans cette zone, tous les week-ends, visait à la création de nouveaux usages de l'espace avec les habitants du quartier, et éventuellement avec des touristes qui, normalement, évitaient cet endroit. Sans cela, les spéculateurs immobiliers pourraient acheter des propriétés à un coût très faible et chasser les habitants « naturels » du quartier, c'est-à-dire les secteurs populaires.

Depuis leurs débuts politiques dans le quartier avec la création du « Comedor Los Pibes » la récurrence des expulsions avait été un « axe d'organisation ». Des études académiques ont documenté l'existence d'un processus de forte valorisation des biens immobiliers, entre 1991 et 1996, grâce à la construction des défenses côtières sur le Riachuelo pour atténuer les inondations, ayant entraîné une augmentation des expulsions (Herzer *et al*, 2005). Dans une émission spéciale

entre la FM de Los Pibes et une autre station de radio communautaire appartenant à un autre mouvement social – Mariano décrivait la trajectoire de l'organisation en ces termes:

-Après avoir lutté pour le droit au travail et au logement nous nous sommes rendu compte que nous luttons pour le droit de vivre dans la ville. Et ceux qui étaient nos ennemis avaient une intention complètement opposée à la nôtre et qui consistait à nous expulser hors des limites de la ville, au mieux en banlieue, ou dans nos provinces, voire dans nos pays d'origine dans le cas de des nombreux compatriotes d'Amérique latine vivant dans la ville de Buenos Aires.

Un matin au Paseo, Pedro militant de la radio et du COVILPI, me racontait que le gouvernement de la ville avait fait un nouveau trottoir dans les rues entourant la coopérative. « Ce sont des indices du fait qu'ils avancent sur La Boca » dit-il. Avant d'ajouter que les travaux sur le « Dock 0 » - une région qui prolongerait la terre disponible pour Puerto Madero – avaient déjà commencé. Le gouvernement avait réussi à faire en sorte qu'en contrepartie des maigres allocations de logement, plusieurs familles abandonnent leurs maisons dans un bidonville ( « asentamiento » ) tout proche. « Ils ont déjà tout démolit... C'était de bonnes maisons, solides, avec des salles de bain et tout », déplorait-t-il. Être conscient de ces « indices », « les interpréter au plan politique », était la clé pour promouvoir l'organisation des voisins. En fait, depuis l'inauguration de la COVILPI, ils multipliaient les réunions avec des groupes qui avaient l'intention de créer de nouvelles coopératives, afin d'obtenir un financement de l'Etat. Un matin alors que nous participions à un campement qui visait à stopper l'expulsion de 21 familles vivant dans un hôtel, Lara m'a dit qu'un voisin de la COVILPI vivant sur des terres qui appartenaient au gouvernement lui avait dit : « Vous aviez raison, on aurait du nous-aussi former des coopératives, maintenant on va être expulsés ». Lara parlait avec fierté, à force de répéter ces mots, ils avaient finalement marqué les esprits de quelques habitants du quartier.

Le Paseo visait aussi à établir un lien avec les voisins, à faire de la politique au niveau du quartier. Dans un débat public sur la commercialisation, Gastón, militant de l'organisation, évoquait l'initiative du marché en mettant l'accent sur - selon ses propres termes – les formes de « subjectivité » promues :

-Le Paseo est aussi une bataille culturelle car il s'agit d'une rencontre différente à celle que proposent les rayons du supermarché, la rencontre avec la marchandise. La discussion ne tourne pas seulement autour du prix, c'est-à-dire comment offrir un meilleur prix. Mais c'est une lutte pour le territoire. Le supermarché organise également le territoire, favorise une subjectivité fonctionnelle pour le néolibéralisme. Le Paseo, en revanche, construit de l'habitat.

Par ces mots, il soulignait qu'en plus de la production d'une économie et d'un service pour le quartier - offrant de la nourriture de qualité à faible coût- le Paseo produisait de l'« habitat », un concept qui synthétise une série d'aspects liés aux conditions de vie dignes dans le quartier. Il n'était pas seulement question d'« avoir un toit sur la tête » mais il s'agissait également du besoin d'espaces de loisirs, d'un environnement sain, et bien sûr, d'un accès à une nourriture de qualité à un coût abordable. C'est pour cela que Gastón parlait du Paseo comme d'un espace où se

produisaient « différentes » formes de rencontre, ce qui, en pratique, signifiait que, chaque fin de semaine, au Paseo, il y avait des visites et des rencontres entre les membres de la coopérative et les habitants du quartier ou les membres d'autres organisations pour transmettre des connaissances, pour créer de nouvelles coopératives, des activités culturelles et de loisirs pour les enfants et les adultes, comme, par exemple, des spectacles musicaux ou de marionnettes, des activités pour des projets (« proyectos de extension ») en collaboration avec des étudiants et des enseignants universitaires, etc..

Un objectif central les incitant à travailler sans relâche était non seulement d'offrir des prix faibles, mais également d'assurer que la nourriture proposée soit complètement produite au sein de l'économie populaire. Un défi difficile à relever : les produits à faible coût étant très souvent produits par de grandes entreprises. En outre, les coûts élevés du transport faisaient augmenter les prix des produits de l'économie populaire. Pour réussir leur pari, ils ont donc du soutenir une construction politique hors de l'espace de quartier et travailler au quotidien avec différentes organisations et divers producteurs de l'économie populaire faisant partie du Secrétariat de la production et la commercialisation de la CTEP, notamment des producteurs de fruits et légumes appartenant à un mouvement situé dans la Province de Buenos Aires et une coopérative de pêcheurs travaillant à près de 300 km de la ville.

Dans le cadre de ce Secrétariat ils organisaient avec d'autres foires et d'autres marchés composant la CTEP des achats à plus grande échelle afin de réduire les dépenses liées principalement au transport. Mais l'espace du Secrétariat leur permettait également de projeter ce que devrait être l'avenir de cette initiative. Sur ce terrain, mais aussi sur beaucoup d'autres, ils projetaient de construire des centres d'approvisionnement et de distribution pour toutes les foires et les marchés appartenant à la CTEP. Il y a plusieurs années, quand le Paseo n'était encore qu'une idée ou qu'un projet, le coordinateur de Los Pibes soulignait, lors de réunions et d'assemblées que le terrain se trouvait à un emplacement stratégique pour y emmener des aliments de partout dans le pays grâce au fleuve. Il rêvait d'avoir son propre quai, juste en face du marché, où débarquer ce qui arriverait par barge. « Savez-vous qu'une barge de charge peut transporter la même quantité que 30 camions ? », nous répétait-il à maintes reprises. Mais la logistique pour y arriver n'était pas le seul élément qui ferait de ce terrain pratiquement vacant un centre d'approvisionnement et de distribution. Il fallait également développer l'infrastructure pour la conservation des aliments frais. La coopérative des pêcheurs avait mis au point sur son terrain des chambres froides fabriquées à partir de conteneurs réfrigérants jetés par les transporteurs maritimes étrangers. L'une des militantes du Paseo avait été en charge de récupérer ces conteneurs et de présenter une série de projets dans divers organismes d'État en vue de leur transformation. Avec l'aide des connaissances acquises par les pêcheurs ils rêvaient au développement de cette technologie sociale et au lancement d'une entreprise de production de glace qui générerait également des emplois dans l'économie populaire.



Une première expérience en ce sens était développée à Pâques, en 2015. Depuis le Paseo, et en une seule matinée, ils distribuait près de 4 tonnes de poissons à plus de 40 marchés populaires et points de vente du CTEP dans la capitale et le grand Buenos Aires. Au cours de la préparation de cette action et les jours suivant, les organisateurs relevaient plusieurs aspects donnant une valeur politique à cet effort. Tout d'abord, ils notaient qu'il s'agissait là d'une façon de générer du travail pour la coopérative des pêcheurs, même s'ils reconnaissaient que le prix faible auquel ils achetaient le poisson ne leur laissait qu'un maigre revenu. Mais ils mettaient surtout l'accent sur le fait qu'il s'agissait là d'un « fait politique » : cette action permettait de montrer au public que les entreprises privées spéculaient avec les besoins de la population en augmentant les prix en période de pic de demande pour certains produits (à l'image du poisson pendant les fêtes de Pâques). Ils démontraient qu'il était possible - et économiquement viable - de vendre du poisson à moitié prix et de rendre accessible pour les secteurs populaires des aliments de qualité à bon marché. Pour eux, cette action montrait que ces objectifs pouvaient être réalisés grâce à une « organisation populaire ». Ils soulignaient alors la dimension collective de leurs pratiques politiques remettant en question les notions libérales de citoyen et de pratique politique.

### III.

Le 26 mai 2015, j'assistais à une mobilisation au Congrès de la nation, convoquée par la CTEP. Le but de cette action était la présentation d'un projet de loi visant à la protection des travailleurs de l'industrie du vêtement<sup>7</sup>. Le 28 avril, un atelier de fabrication textile avait brûlé – une nouvelle fois - dans le quartier de Flores, ce qui avait entraîné la mort de deux enfants<sup>8</sup>. Le problème du « travail esclave » et des ateliers de production textile « clandestins » faisait donc l'objet d'une attention médiatique croissante. La traite des personnes, la problématique des travailleurs réduits à la servitude dans des conditions de surpeuplement et celle du travail des enfants étaient les trois piliers sur lesquels l'image du phénomène s'était construite. Cette loi n'a jamais vu le jour, mais cela n'a pas empêché des militants du Mouvement Travail et Dignité d'aller de l'avant avec une idée qu'ils avaient en tête depuis longtemps : créer la branche (*rama*) textile au sein de leur mouvement afin d'engager un combat en faveur des droits de ces travailleurs. En les considérant avant tout comme des travailleur point barre, le mouvement est venu renforcer leur volonté de prendre de la distance par rapport à une vision stigmatisante qui réduisait ces personnes à la condition d'esclaves dépourvus de capacité d'agir, mais cela sans pour autant ignorer les besoins urgents auxquels était confronté le secteur.

Le Mouvement Travail et Dignité est une organisation sociale qui s'est fait connaître du public aux alentours de l'année 2006 et qui rassemble près de 2000 « cartoneros » travaillant tous les jours dans la ville de Buenos Aires. Ils vivent généralement en périphérie de la ville, et pour la

---

<sup>7</sup> Le projet comprenait « la déclaration de l'urgence socioprofessionnelle dans l'industrie du vêtement ; la création d'un Conseil des travailleurs, des ateliers et des commerçants de vêtements qui aura la tâche d'enregistrer et formaliser des travailleurs de cette branche, la plainte devant la Justice de trafic de main d'œuvre et de la protection et la garantie de leurs droits » (Source : Communiqué de presse CTEP, 25 mai 2015).

<sup>8</sup> <https://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-271542-2015-04-28.html>

plupart dans les villes de Lanús et Lomas de Zamora, dans la Province de Buenos Aires. Les militants du mouvement connaissent très bien ces quartiers et ces bidonvilles (*asentamientos*). Avec les habitants des lieux, ils y font fonctionner des « comedores » (cantines) pour les enfants, des espaces de soutien scolaire, et organisent des activités à l'occasion de la « journée de l'enfant ».

C'est pendant ces activités qu'Andrés, militant du mouvement, a rencontré Claudia, l'une des porte-paroles du quartier La Nueva Esperanza dans la ville de Lomas de Zamora. Claudia avait été l'une des premières habitantes à occuper ces terrains 10 ans auparavant. C'est à cette époque-là, préoccupée par une possible expulsion, qu'une amie travaillant comme « cartonera », l'avait mise en relation avec le principal dirigeant du mouvement, qui par ailleurs était avocat, afin de la conseiller. « Il nous a beaucoup aidé dans ce combat, ça a été une très grande lutte pour la terre », se souvient Claudia. Claudia, ainsi que d'autres militants, m'ont raconté que ce combat avait consisté à conserver le terrain du centre communautaire afin qu'il ne soit pas parcellisé. « Le centre communautaire est ma vie », me disait, un jour, Claudia, les larmes aux yeux. Avant d'ajouter : « J'ai toujours dit à Andrés : on ne peut pas l'abandonner, de ce centre est née notre coopérative, tout est né de ça ». Jusqu'à la fin de l'année 2015, Andrés et d'autres militants allaient tous les week-ends – et ils y vont encore maintenant - au « comedor » du centre communautaire. Tous les samedis, ils passaient chez Claudia pour qu'elle leur donne les clés du centre. « J'étais toujours assise à travailler avec ma machine à coudre » - rappelle-t-elle - « Jusqu'au jour où Andrés, qui m'avait vu travailler encore et encore, m'a dit 'Claudia, pourquoi ne pas créer une coopérative ?', et je lui ai répondu « Et bien, faisons-le ». Claudia et la plupart des habitants de son quartier et du quartier voisin sont des immigrés, venus de pays limitrophes - la Bolivie et le Paraguay principalement - et des travailleurs du textile. Ils travaillent dans leurs propres maisons et font des vêtements qui sont ensuite vendus sur des marchés comme celui de La Salada, le plus grand centre commercial de marchandises « informelles » d'Amérique Latine. Quelques-uns cousent leurs propres vêtements et les vendent directement à la foire, dans des stands loués ou improvisés à l'entrée. D'autres reçoivent les découpes de tissu de fabricants ou d'intermédiaires prélevant un pourcentage sur le prix de chaque vêtement.

La proposition de construire la coopérative était liée à une autre idée singulière : créer un « Pôle » (de production textile) qui leur permettrait de travailler dans des conditions plus « dignes », d'arrêter de travailler chez eux et d'essayer d'améliorer les conditions de négociation avec ceux qui les embauchaient afin d'éventuellement parvenir à se passer de certains intermédiaires. La première étape pour y parvenir était d'organiser une série d'assemblées au centre culturel pour rassembler les travailleurs intéressés. Ici, Claudia et Graciela, une autre porte-parole (figure de référence) du quartier, originaire de Bolivie jouèrent un rôle fondamental. Puis, en mars 2016, ils louaient un hangar pour y installer pôle et aménageaient cet espace afin de commencer à travailler. Les arrangements les plus appréciés étaient ceux de l'installation électrique - un aspect central pour la sécurité dans le travail textile - et de la mise en place

d'extincteurs. Peu à peu, des travailleurs commencèrent à déménager leurs machines au sein de ce nouveau pôle.

Dans un premier temps, ils se rendaient par groupe au Ministère du Développement Social afin que les travailleurs puissent s'inscrire au Monotributo social (sorte de statut d'auto-entrepreneur) et légaliser leur activité afin d'avoir accès à un certain nombre de « droits » : le Monotributo Social est un système fiscal qui est subventionné par l'État et qui donne accès à une caisse de retraite et à une couverture médicale. Cela leur permettait aussi d'obtenir un carnet de factures, un élément essentiel pour ceux qui vendaient leur production sur les marchés car cela leur permettait de se couvrir lors des saisies de marchandises par la police. Après un deuxième voyage en groupe à la capitale pour s'inscrire, le personnel du Ministère ayant constaté la quantité de personnes concernée, ils acceptaient d'envoyer directement 3 ou 4 techniciens pour réaliser les démarches sur place. Ces opérations se répétaient tous les 3 mois et près de 50 personnes étaient enregistrées à chaque fois.

Aujourd'hui, seulement 13 personnes travaillent dans le Pôle, tandis que d'autres continuent à travailler chez eux, tout en participant aux réunions mensuelles de la coopérative. Ceux qui ont emménagé dans le Pôle continuent à travailler pour leurs anciens patrons et ils développent parfois des projets communs. L'un des militants du mouvement m'a décrit cette dynamique comme étant une « organisation par étapes » : « Tout d'abord nous voulons améliorer les conditions même s'ils travaillent seuls, pour des patrons, puis on cherche à encourager le travail collectif pour qu'ils aient moins de temps pour la production individuelle, et qu'ils commencent progressivement à voir que cela leur rapporte. »

Pour Andrés l'un des leviers pour avancer dans ces étapes était de proposer de grands projets, avoir accès à des marchés public était donc essentiel. En juillet 2016, la présentation à la mairie d'un projet pour faire des vêtements pour les écoliers avait capté toute son attention. Bien que de nombreuses démarches administratives leur manquaient - notamment face au Trésor public et les services de la mairie - il était convaincu que ce projet représentait une excellente opportunité pour deux raisons. Tout d'abord, parce que, comme il me l'expliquait, « le volume de commande était à la baisse, il y avait très peu de travail ». Une tendance qui s'expliquait, en grande partie par la dégradation de la situation économique depuis l'accession au pouvoir de Mauricio Macri. À cet égard, disposer de ressources de l'État leur permettrait de surmonter les difficultés imposées par le marché. Mais surtout Andres était convaincu que cela leur permettrait de générer une plus forte « structuration de la production » : « Nous avons une connaissance très intuitive du fonctionnement de l'industrie, personne ne sait comment fonctionne l'ensemble de la chaîne, même pas les *compañeros*<sup>9</sup>... Nous reconstituons, depuis le plus petit niveau, le fonctionnement des usines, des intermédiaires». La maîtrise du processus productif devenait alors un élément de travail essentiel. « On ne peut pas mettre en place une équipe de 500 personnes et

---

<sup>9</sup> Dans ces organisations *compañero/a* est la façon de se référer à une autre personne reconnaissant que les deux appartiennent au même collectif (réel ou imaginaire) et qu'ils partagent un objectif politique commun. Il s'agit d'une catégorie affective et politique qui souligne la force et la valeur du lien construit entre eux. J'ai décidé d'utiliser le mot espagnol pour conserver sa signification.

aller frapper à la porte d'une grande marque pour décrocher un marché car après ça, ce travail doit être fait. Et même les *compañeros* nous disent que le travail textile n'est pas comme le travail de cartonero, où une fois le marché décroché, vous continuez à faire votre travail comme d'habitude. Il y a un savoir-faire différent. Par ailleurs, il faut pouvoir articuler le travail de chacun, afin de séparer le processus de production, organiser des étapes intermédiaires et opérer une distribution de tâches », m'a-t-il expliqué.

Ce projet leur permettrait également de planifier la production à moyen terme et de faire ainsi, par exemple, des achats planifiés et collectifs. Tout en continuant à travailler pour leurs employeurs, l'idée d'acheter des tissus à une usine récupérée de la région demeurerait inexécutable alors que c'était pourtant là une étape clé dans la création de circuits de production réalisés entièrement au sein de l'économie populaire. Entre temps, il y avait d'autres thèmes à promouvoir, en vue, principalement, de renforcer l'organisation collective. Le pôle du quartier *Nueva Esperanza* avait été un pari voire « un fer de lance » - selon l'expression employée à plusieurs reprises par les militants eux mêmes lors de nos entretiens – cherchant à « montrer aux autres groupes que cela était possible », d'une part. D'autre part, il s'agissait également, selon Andrés, d'un « apprentissage » : « Il s'agit de recueillir des informations au fur et à mesure : savoir comment faire et combien ça coûte ». Grâce à l'expérience ainsi accumulée, ils envisageaient de reproduire l'expérience au sein d'autres petits groupes alors en formation au sud de la province. Dans la capitale également, des pôles se formaient : rien qu'en 2016, on en dénombrait trois et c'était là le fruit du travail commun des militants du mouvement et des travailleurs réunis au sein d'une organisation de travailleurs d'origine bolivienne de l'industrie du vêtement.

La branche (*rama*) textile était en pleine croissance, et Andrés croyait qu'il était déjà temps de « commencer à se reconnaître mutuellement comme *compañeros* » : « Si vous leur posez la question, ils ne vont pas se reconnaître comme des membres du mouvement, mais s'ils ont des problèmes, ou surtout des questions liées au travail, ils nous appellent. Mais ça reste à construire et à consolider sur la durée » m'a-t-il expliqué. Pour ce faire, ils organisaient diverses rencontres avec d'autres groupes de travailleurs du textile du sud de la province et de la capitale : des déjeuners de levée de fonds pour l'aménagement d'un nouveau pôle ou des réunions pour coordonner l'organisation du travail en équipe, ou encore des journées de fraternisation, etc.

Dans le quartier, la « reconnaissance » de l'appartenance à un collectif plus grand restait également à construire auprès des riverains et des travailleurs. En août 2016, le principal sujet de préoccupations des ouvriers travaillant déjà sur le pôle était que depuis plusieurs mois beaucoup d'autres inscrits au Monotributo Social se refusaient à déménager. Et Claudia d'insister au cours d'une assemblée :

-Nous devons être fiers d'avoir une coopérative, parce que c'est là quelque chose de très important pour nous, pour notre quartier. Parce que, c'est grâce à la coopérative que nous obtenons des améliorations de jour en jour. Sans cette coopérative nous n'aurions pas de Monotributo, de PTA et de PEI - deux programmes de l'Etat pour soutenir le travail associatif et le

travail indépendant obtenus par le biais du mouvement – ni rien de tout cela. Arrêtez de penser : « je ne peux pas quitter ma maison », mais pensez plutôt au fait que cette coopérative n'est pas pour vous seulement, mais pour nous tous, pour nos enfants, pour qu'il grandissent dans un autre état d'esprit et qu'on n'ait pas à leur dire qu'ils doivent travailler tout seuls, isolés chez eux.

Andrès soulignait que par le biais de la coopérative, ils souhaitaient « lutter pour les droits de tous », mais que, pour cela, il était nécessaire que le pôle soit terminé et qu'il fonctionne à pleine capacité pour traiter des commandes de plus grande ampleur.

Daniela, la fille de Graciela, autre référent du quartier, de prendre la parole :

-L'idée de la coopérative est aussi de générer de l'unité, une conscience et de la camaraderie. C'est ça qui est très agréable ici, quand nous nous retrouvons et nous passons de bons moments, il y a beaucoup de camaraderie et d'amitié. Je pense que les gens ne mesurent pas à sa juste valeur le fait de faire partie d'une coopérative. Il ne s'agit pas de ne penser qu'à soi et de chercher à savoir si le prix me convient ou non ou si on va me voler mon matériel en oubliant de penser aux autres *compañeros*, de se demander comment ils vont et quels sont leurs besoins.

Sa mère, enfin prit la parole et s'adressa aux siens :

-*Compañeros, compañeras*, bonsoir. Nous savons tous que, dès l'instant où nous nous inscrivons au Monotributo social, nous appartenons à une coopérative. Appartenir à une coopérative signifie que nous allons coopérer, mais ce n'est pas seulement de travail qu'il s'agit. C'est aussi d'accès à l'électricité. Claudia, ma *compañera*, sait que nous sommes allées plusieurs fois en parler à la mairie ! En tant que coopérative, nous ne laissons pas le quartier de côté. Ils - se référant aux militants - le savent et ils ont fait venir des personnes du ministère du développement pour recenser notre quartier. Parce que dans notre quartier on n'a pas de papiers et c'est pourquoi nous nous préparons pour aller à la mairie et dire : « regardez, ici vivent tant de personnes » et pouvoir avoir les papiers pour pouvoir réclamer également l'accès à l'électricité. Donc, en tant que coopérative, nous devons être unis.

Les interventions de ces femmes ayant eu lieu lors de cette assemblée mettaient donc l'accent sur deux points. D'une part, sur le fait que la valeur associée à la coopérative n'entretenait pas un lien exclusif au travail, mais était également liée à l'espoir de parvenir à des améliorations dans le quartier, principalement en ce qui concernait l'accès à l'électricité, ressource fondamentale pour le travail textile. D'autre part, les trois femmes soulignait le fait que la coopérative ne devait pas être considérée comme un avantage « personnel », mais comme une chose liée, au contraire, à une collectivité, idée qu'elles exprimaient par le terme « d'unité ». Ainsi soulignaient-elles le souhait de produire de l'unité entre éléments ou personnes auparavant disparates. En disant, « vous ne mesurez pas la valeur de ce que vous avez » Daniela opposait nettement un argument économique et individuel (« j'aurais plus d'argent » ou « plus sécurité ») à un autre prenant en compte la camaraderie, l'amitié et les bons moments passés ensemble. En effet et malgré les conflits personnels pouvant surgir, dans la vie quotidienne du Pôle, on produisait non seulement des vêtements, du travail et une rémunération pour les membres, mais également des formes

collectives de réponse aux besoins de la vie quotidienne tels que le partage des repas, l'organisation de la garde des enfants après l'école ou celle de collectes de fonds lorsque l'un des membres devait faire face à l'opération très coûteuse d'un parent sans couverture médicale, etc.

#### IV.

Pour finir, je propose une réflexion concernant une série d'aspects communs et résultant de la reconstruction ethnographique de deux processus organisationnels. Tout d'abord, les deux expériences organisationnelles réunissent des travailleurs et des activistes et combinent de manière créative des pratiques de travail et de militantisme. Dans le premier cas parce qu'il s'agissait d'un espace d'organisation politique devenu espace de génération de travail par le biais de la commercialisation ; et dans le second cas, parce qu'une forme d'organisation politique cherchait à se construire entre des travailleurs préalablement non organisés. Il s'agit, en définitive, de deux organisations dont la forme d'action politique visait à remettre en question le fonctionnement de ce que nous entendons par « économie » et devait, pour les mêmes raisons, faire face aux difficultés et aux limites imposées par le marché et disputer des aides de l'État. En effet, d'une part, les « rencontres » avec l'Etat venaient façonner le quotidien de ces deux expériences et prenaient la forme d'une interaction quotidienne avec des fonctionnaires ou avec divers dispositifs d'intervention de l'État (c'est-à-dire des formulaires, des audits, etc.). D'autre part, l'imagination des projets ou des actions à venir était liée à la présentation de « projets » auprès de différents organismes publics. Et cela s'explique, en grande partie, parce que l'obtention de ressources économiques s'avérait fondamentale aussi bien pour améliorer les conditions de vie et de travail au présent que pour pouvoir concrétiser les projets en question. Néanmoins, le caractère sporadique du financement de l'État par le biais des « projets » et le travail acharné qu'il était nécessaire de mener à bien pour faire face à la bureaucratie faisaient que ces projets étaient souvent laissés en suspens<sup>10</sup>. Il s'agit là d'un aspect qui, selon les réflexions de Deborah Poole, peut être considéré comme une dimension politique de la précarité (2016).

Cependant, il ne s'agit pas là de moments d'inactivité, tant s'en faut. Au contraire, cet entre-temps peut être conceptualisé comme ce que M.I Fernández Álvarez appelle l'écoulement du temps (*transcurrir*) dans les processus politiques collectifs, processus qui peuvent être considérés comme un *faire ensemble* (2015). En effet, mes interlocuteurs imaginaient et mettaient en pratique des moyens de construire « le possible », pour reprendre une formule que mes interlocuteurs répétaient sans relâche pour désigner ce qui, à leurs yeux, constituait le cœur même de l'action politique. Dans la temporalité étourdissante qui s'ouvre entre le présent et l'avenir qu'on cherche à

---

<sup>10</sup> Je voudrais remercier Patrick O' Hare pour avoir souligné cet aspect de mon travail qui peut être mis en rapport avec un sujet traité par la littérature anthropologique sur le multiculturalisme, à savoir, la façon dont la participation à des « projets » s'est constituée comme une forme de « gouvernementalité » néolibérale. En ce sens, Nancy Postero analyse comment, en Bolivie, pendant les années 90, les gouvernements néolibéraux ont encouragé la participation des organisations de la « société civile » aux prises des décisions concernant des « projets » de développement à portée limitée, contribuant ainsi à réduire efficacement l'incidence de leurs actions et empêchant leur intervention dans des débats sur des questions économiques et politiques plus larges (2007).

construire, leurs pratiques du militantisme produisaient « le possible » - un possible qui n'est jamais donné mais qui étire en permanence ses limites- par le biais de processus d'expérimentation politique qui supposaient des savoirs situés et la production de biens matériels, d'espaces et de relations affectives.

Dans ce processus de *faire ensemble*, l'« économie populaire » et les coopératives faisaient partie d'un langage quotidien qui condensait des projets politiques collectifs, des espoirs d'amélioration des conditions de vie pour le futur et aussi des manières de faire dans le présent. En particulier, la « lutte » pour les « droits » occupait une place centrale dans la façon dont mes interlocuteurs imaginaient la façon de construire une vie meilleure. « Nous, sans la lutte, on n'a même pas d'amis », déclarait Claudia, un après-midi, au cours d'une réunion avec une ONG internationale. Mais ce qu'ils considéraient comme leurs « droits » comprenait également un ensemble complet d'aspects définissant ce qui était considéré comme une « vie digne » et dont le travail était une dimension parmi d'autres. Ces processus d'organisation impliquaient également des façons de produire et de se battre pour l'espace urbain et pour celui du quartier, pour l'accès à un logement digne, pour la création d'espaces communautaires et de loisirs, pour la fourniture des services publics et pour l'accès à la propriété des terres, etc. En ce sens, on a vu comment, dans les deux espaces, la création et le soutien des espaces communautaires avait acquis un caractère central en tant qu'objectif politique à grandes implications émotionnelles pour ces personnes. À cet égard, je voudrais mentionner les travaux de Susana Nartozky et Niko Besnier (2015) qui nous invitent à penser la façon dont les gens « gagnent leur vie » ou créent des vies valant la peine d'être vécues en prenant en considération des pratiques et des relations qui ne sont pas habituellement conçues comme « économiques » ou qui sont même considérées comme « déficiente », « arriérées », « improductives ». Pour ces auteurs, lesdites pratiques incluent notamment des échanges entre individus et entre groupes au gré desquelles se font jour différentes manières d'envisager la valeur - au-delà du simple calcul - et au travers desquelles les personnes se constituent comme des sujets politiques, affectifs et sociaux.

Je considère que pour rendre compte de ces « multiples formes de valeur ou d'évaluation de la valeur sur lesquelles les auteurs attirent notre attention, il convient d'analyser ces processus qui politisent des conditions de précarité en lien avec leurs histoires plus longues d'action politique dans des territoires sociaux et politiques spécifiques ». Récemment, certains auteurs ont mis l'accent sur le caractère central des métropoles ou de l'espace urbain en tant que lieu fondamental pour comprendre aussi bien le mode d'accumulation dans le capitalisme tardif que les processus contemporains de lutte (Hardt et Negri, 2011 ; Harvey, 2013; Susser et Tonnelat, 2013; Dardot et Laval, 2015). Ces auteurs ont mis l'accent sur le « Commun » et les « Biens Communs » mettant en évidence la façon dont les mouvements sociaux disputent l'espace urbain face aux processus de déplacement et de dépossession qui affectent des ensembles croissants de population . Dans ce travail, j'ai cherché à prendre part au débat selon une perspective ethnographique tout en soulignant ce que dans une autre communication (Fernández Álvarez y Señorans, 2016) nous

avons appelé la travail politique constant et jamais terminé de production du « commun ». En effet, mes interlocuteurs étaient bien conscients de la façon dont leurs pratiques du militantisme visaient à la production de relations non seulement économiques mais également sociales dans les quartiers, ainsi qu'à celle des subjectivités politiques. En ce sens, la tension entre l'individuel et le collectif, entre « l'unité » et les intérêts personnels, entre résoudre des problèmes propre et « se replier chez soi » ou continuer à lutter, étaient les termes dans lesquels mes interlocuteurs envisageaient les défis auxquels ils devaient faire face pour consolider leurs projets politiques et réaliser leurs rêves d'émancipation. Dans ce sens et pour conclure, je voudrais faire référence aux termes très éloquents par lesquels un militant et organisateur du Paseo de Los Pibes avait conclu son intervention lors d'une activité sur la commercialisation déjà mentionnée précédemment :

-Notre lutte a pour objet que nos *compañeros* comprennent que la lutte ne se réduit pas à l'économie, on doit lutter sur tous les fronts. C'est pour cela que si vous voyez, quand vous venez au marché, un petit mec qui vous propose du poissons et qui vous dit qu'il a parcouru 300 km pour venir sur le marché, ne croyez pas qu'il veuille simplement vous vendre du poisson. Ce mec ne veut pas seulement vendre du poisson. Il veut une patrie grande, libre, juste et souveraine.

## Bibliographie

- Acosta, M. C., Levin, A., & Verbeke, G. E. (2013). El sector cooperativo en Argentina en la última década. *Cooperativismo & Desarrollo*, 21(102), 27-39.
- Comaroff, J., & Comaroff, J. L. (2012, July). Theory from the South: Or, how Euro-America is evolving toward Africa. In *Anthropological Forum* (Vol. 22, No. 2, pp. 113-131). Routledge.
- Danani, C. (2012) 'La otra década de reformas de las políticas sociales y laborales. Argentina, 2002-2010'. *Revista de Ciencias Sociales* (135): 59-72.
- Dardot, P., & Laval, C. (2015). *Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle*. La Découverte.
- de L'Estoile, B. (2014). Money Is Good, but a Friend Is Better. *Current Anthropology*, 55(S9), S62-S73.
- Denning, M. (2011) 'Vida sin salario'. *New left review* (66): 77-94.
- Ferguson, J. (2015) *Give a Man a Fish. Reflections on the New Politics of Distribution*. Duke University Press: Durham.
- Fernández Álvarez, M. I. (2010) La productividad en cuestión. La formación de cooperativas en el proceso de recuperación de empresas en la Ciudad de Buenos Aires. En Cross, C. y M. Berger (comp.) *La producción del trabajo Asociativo: Condiciones, Experiencias y Prácticas en la Economía Social*. Bs. As. Ediciones CICCUS.
- Fernández Álvarez, MI (2015) 'La potencialidad de las situaciones trucas para el estudio de la política colectiva' en Fernández Álvarez (ed.) *Hacer juntos. Contornos, relieves y dinámicas de las prácticas políticas colectivas en sectores subalternos*. Editorial Biblos: Buenos Aires, 223-244.
- Fernández Álvarez, MI y Señorans, D (2016): "Imaginar la Economía Popular: Reflexiones etnográficas a partir de dos experiencias de trabajo y comercialización de/para sectores populares



en el Área Metropolitana de Buenos Aires". Ponencia presentada en las VIII Jornadas de Investigación en Antropología Social Santiago Wallace. ICA- FFYL- UBA. Julio 2016.

Girola, M. F. (2006) 'Procesos de transformación urbana en la Región Metropolitana de Buenos Aires: una mirada sobre el avance de la ciudad-negocio'. *Intersecciones en antropología* 7: 361-374.

Grassi, E. (2012) 'Política socio laboral en la Argentina contemporánea. Alcances, novedades y salvedades'. *Revista de Ciencias Sociales* (135): 185-198.

Hardt, M. (1999). Affective labor. *Boundary 2*, 26(2), 89-100.

Hardt, M. y Negri, A. (2002) *Imperio*. Paidós: Buenos Aires.

Hardt, M. y Negri, A. (2005) *Multitud. Guerra y democracia en la era del Imperio*. Buenos Aires: Debate.

Hardt, M. y Negri, A. (2011) *Commonwealth: El proyecto de una revolución en común*. Akal: Madrid.

Harvey, D. (1998). *La condición de la posmodernidad*. Buenos Aires: Amorrortu.

Harvey, D. (2012) *Ciudades Rebeldes*. Akal: Madrid.

Herzer, H., Rodríguez, C., Redondo, A., Di Virgilio, M. and Ostuni, F. (2005) 'Organizaciones sociales en el barrio de La Boca: cambios y permanencias en un contexto de crisis'. *Estudios demográficos y urbanos* 20(2): 269-308.

Hintze, S. (2007) *Políticas sociales argentinas en el cambio de siglo. Conjeturas de lo posible*. Espacio Editorial: Buenos Aires.

Holston, J. (2008) *Insurgent citizenship: Disjunctions of democracy and modernity in Brazil*. Princeton University Press: Princeton.

Lazzarato, M. (2004). From capital-labour to capital-life. *Ephemera: Theory and Politics in Organization*, 4(3), 187-208.

Millar, K. (2014) 'The Precarious Present: Wageless Labor and Disrupted Life in Rio de Janeiro, Brazil'. *Cultural Anthropology* 29(1): 32–53.

Muehlebach, Andrea. "On Affective Labor in Post-Fordist Italy." *Cultural Anthropology* 26, no. 1 (2011): 59–82.

Munck, R. (2013) 'The Precariat: a view from the South'. *Third World Quarterly* 34(5): 747-762.

Narotzky, S. and Besnier, N. (2014) 'Crisis, Value, and Hope: Rethinking the Economy'. *Current Anthropology* 55(S9): S4-S16.

Neilson, B. and Rossiter, N. (2008) 'Precarity as a political concept, or, Fordism as exception'. *Theory, Culture & Society* 25(7-8): 51-72.

Neilson, B., & Rossiter, N. (2005). From precarity to precariousness and back again: labour, life and unstable networks. *Fibreculture*, 5, 022.

Pires do Rio Caldeira, T. (2015) 'Social Movements, Cultural Production and Protests São Paulo's Shifting Political Landscape'. *Current Anthropology* 56(S11): S126-S136

Postero, N. G. (2007). *Now we are citizens: Indigenous politics in postmulticultural Bolivia*. Stanford University Press.

Poole, D. (2016) "Negociando el pasado: La precariedad de la política en el Estado Neoliberal Peruano". Conferencia en la EHESS, 9 de Diciembre de 2016.

Standing, G. (2011). *The precariat: The new dangerous class*. A&C Black.

Susser, I. and Tonnelat, S. (2013) 'Transformative Cities: The three Urban Commons'. *Focaal* 2013(66): 105-121.

### **Rapports Consultés :**

Observatorio de la Deuda Social Argentina (2016): *Barómetro de la Deuda Social Argentina. Serie del Bicentenario (2010-2016). Año VI. Tiempo de balance: deudas sociales pendientes al final del Bicentenario. Necesidad de atender las demandas del desarrollo humano con mayor equidad e inclusión social.*